

Résultats de l'enquête en ligne

Méthodologie

Le questionnaire a recueilli l'avis d'acteurs impliqués dans les associations ou en lien avec celles-ci, de profils et d'horizons variés. Sa synthèse propose une radiographie de la perception qu'ils ont de l'avenir des associations et de leur rôle sur le territoire.

Une enquête en ligne

L'enquête s'est déroulée de juin à octobre 2015 par voie électronique. Les répondants étaient invités à donner, à titre personnel, un point de vue nuancé (quatre modalités de réponses possibles), en se positionnant sur une série d'items, portant sur :

- leur perception des tendances et évolutions structurantes pour l'avenir de leur territoire ;
- leur perception des enjeux d'avenir pour le territoire ;
- leur perception des forces et des faiblesses des associations pour relever les défis à venir.

Le questionnaire a été construit en prenant appui sur les travaux de Faire ensemble 2020 menés par La Fonda et ses partenaires depuis 2010, qui ont permis d'identifier une soixantaine de tendances structurantes pour l'évolution de la société (<http://faireensemble2020.org/>).

Le profil des répondants

L'analyse porte sur les 294 réponses obtenues. Les répondants sont très majoritairement des acteurs impliqués dans des associations, à hauteur de 90,5 %. Ceux-ci sont principalement des salariés

(41,6 %) et des dirigeants bénévoles¹ (37,5 %). Les secteurs les plus représentés sont l'économie et le développement local (17,1 %), l'action sociale et la santé (13,3 %) et l'éducation, formation, insertion (12,4 %).

Parmi les répondants non issus du secteur associatif, 29,2 % font partie d'une structure publique partenaire des associations et 12,5 % d'une structure privée partenaire des associations.

30,9 % des répondants sont membres d'un collectif informel.

44 % des répondants sont des hommes et 56 % des femmes. Les tranches d'âge les plus représentées sont les 35-64 ans (38 %) et les 25-34 ans (22 %).

Le questionnaire portait uniquement sur la région Rhône-Alpes. 93 % des répondants y résident, pour la plus large part dans le Rhône (37 %) et l'Isère (24 %). Des réponses sont venues de tous les départements de la région.

La lecture et l'interprétation des résultats

Compte tenu du type et du mode de questionnement, les réponses ont été interprétées de la façon suivante :

- au-delà de 75 % d'adhésion, on peut estimer que l'item proposé est consensuel ;
- en-deçà, les avis sur l'item proposé sont partagés ;
- les items soumis à évaluation ont également fait l'objet d'une priorisation, dont la présente synthèse tient compte.

¹ Les dirigeants bénévoles incluent les membres de bureau, membres de CA et présidents

Les questions sociales, économiques, écologiques et politiques au cœur de l'évolution des territoires

Les évolutions du territoire soumises à l'évaluation des répondants portaient sur :

- le creusement des inégalités
- les évolutions écologiques, démographiques et économiques
- les rapports entre les individus et le collectif ainsi que les corps intermédiaires
- la place croissante des métropoles
- le rôle du numérique.

Un consensus s'est dégagé pour chacune des tendances soumises à l'évaluation. De l'avis des répondants, toutes y jouent un rôle important.

Classement des principales évolutions du territoire



Certaines tendances se sont néanmoins distinguées par leur importance. Les **problématiques socio-économiques, écologiques et politiques** sont au premier rang des préoccupations des répondants.

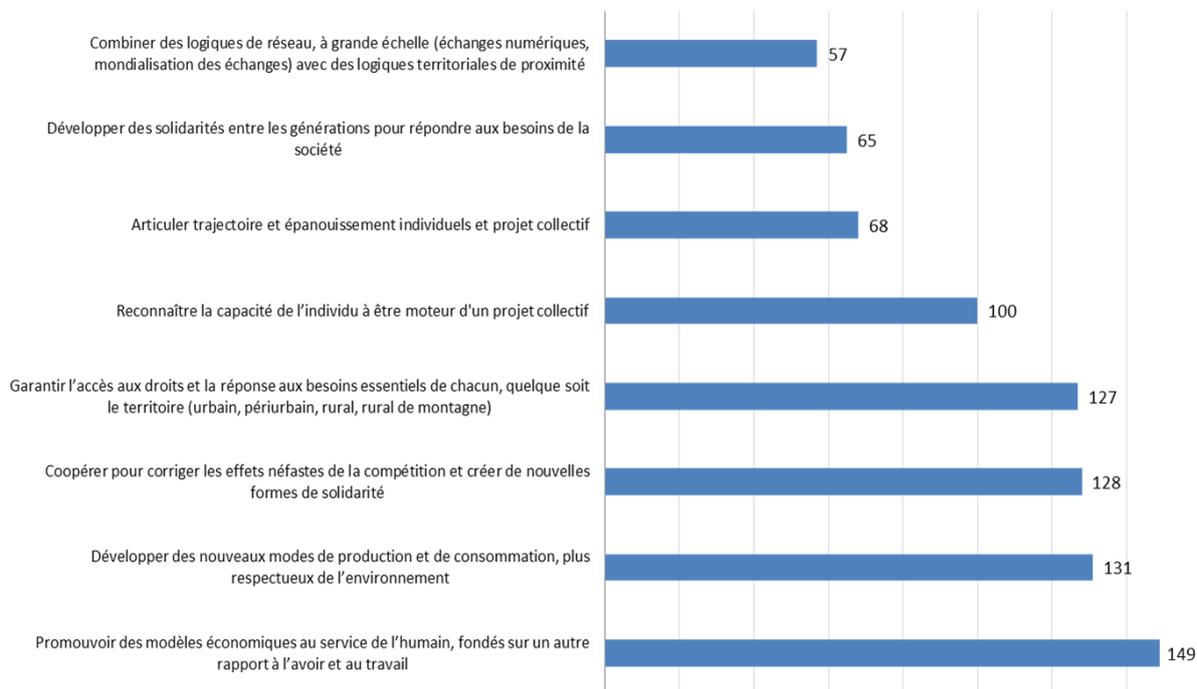
La **perception du creusement des inégalités sociales et territoriales apparaît en première place** des principales évolutions du territoire. Viennent ensuite le risque de dégradation du territoire qu'entraîne **l'insuffisance de la prise en compte des enjeux écologiques** puis la **défiance croissante des individus à l'égard des institutions et des mécanismes de représentation**.

Il est à noter que le phénomène de métropolisation, signalant une évolution de la structuration du territoire, bien que massivement observé (à 87%), est globalement jugé peu important (huitième rang sur dix des principales tendances d'évolution).

Inventer de nouveaux modèles et coopérer : des enjeux prioritaires

Les enjeux, là encore, ont fait l'objet d'un large consensus. Chacun a entraîné l'adhésion d'au minimum 83 % des répondants. Leur priorisation permet de les hiérarchiser, et fait apparaître une continuité entre les tendances jugées les plus importantes et les enjeux prioritaires.

Classement des principaux enjeux du territoire



La **recherche de nouveaux modèles**, économiques et écologiques, renvoie à plusieurs enjeux prioritaires. Ils font écho au creusement des inégalités et à l'insuffisante prise en compte des problématiques écologiques.

La promotion de **modèles économiques au service de l'humain**, fondés sur un autre rapport à l'avoir et au travail est au premier rang des enjeux prioritaires, suivi par le **développement de modes de production et de consommation plus respectueux de l'environnement**.

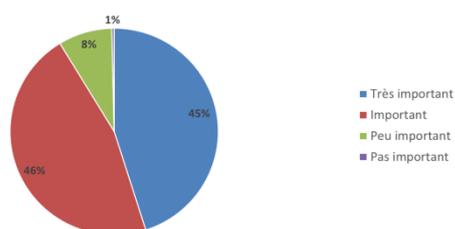
En réponse aux creusements des inégalités, la **coopération pour répondre aux effets néfastes de la compétition**, ainsi que la **prise en compte des droits et besoins de chacun** figurent au troisième rang à égalité.

Vient ensuite la reconnaissance de la **capacité de l'individu à être moteur d'un projet collectif**. La prise en compte de cet enjeu suggère des réponses possibles à la croissance de la défiance envers les institutions et les mécanismes de représentation.

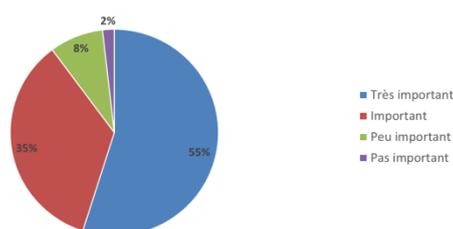
Une mise au point s'impose au sujet des coopérations, jugées massivement importantes. Le questionnaire a distingué : les coopérations entre associations ; entre associations et collectifs ; entre associations et entreprises ; entre associations et pouvoirs publics.

Cette dernière est un enjeu important ou très important pour 90 % (55 % très important), de même que pour les coopérations associations-collectifs (47 % très important), contre 91 % pour les coopérations inter-associatives (45 % très important) et 83 % pour les coopérations associations-entreprises (41 % très important).

Coopération entre associations



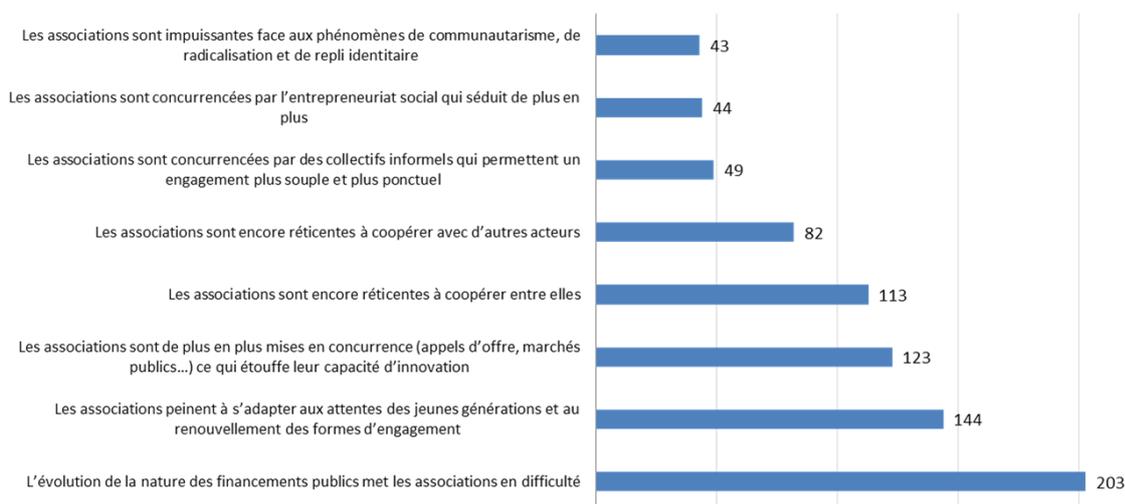
Coopérations entre associations et pouvoirs publics



La gouvernance et les modèles économiques des associations mis au défi

Contrairement aux tendances et aux enjeux, les items portant sur les difficultés des associations n'ont pas tous fait l'objet d'un consensus. La perception de ces difficultés est donc contrastée. Elles relèvent par ailleurs tant de problèmes d'organisations internes que de contraintes liées à l'environnement externe.

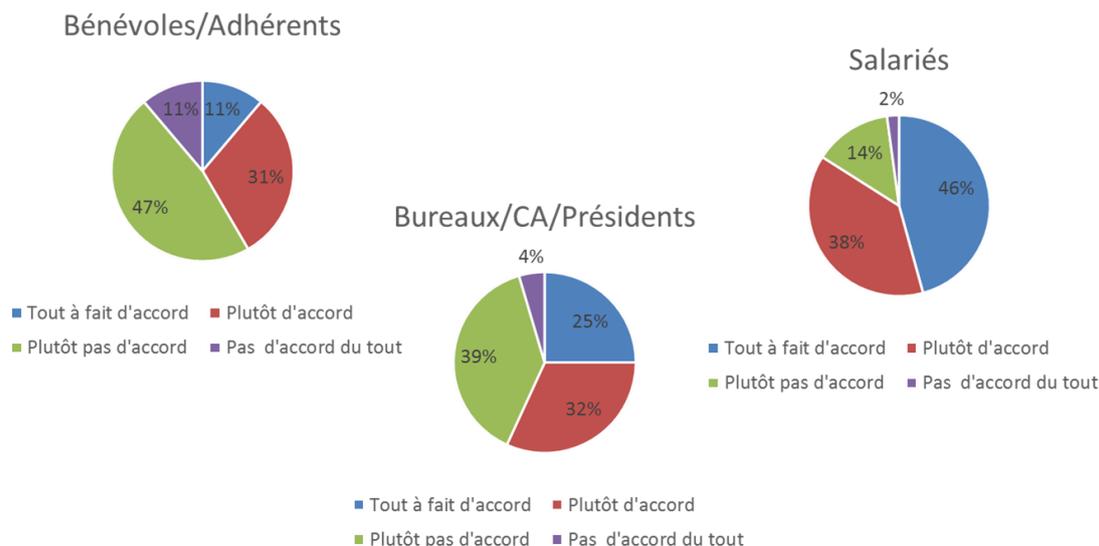
Classement des principales difficultés et contraintes rencontrées par les associations



La principale est **l'évolution de la nature des financements publics**. 90 % des répondants sont d'accord pour affirmer qu'elle met les associations en difficulté (51 % tout à fait d'accord). Elle apparaît très nettement au premier rang des principales difficultés et contraintes.

Sur le sujet voisin de la **mise en concurrence entre associations** par les appels d'offre et marchés publics, dont découlerait un étouffement de leur capacité d'innovation, les avis sont plus partagés. 32 %, soit près d'un tiers, ne sont plutôt pas ou pas d'accord du tout avec cette affirmation. En revanche, cette mise en concurrence figure au troisième rang des principales difficultés. Elle constitue donc bien une menace aux yeux des répondants, mais les avis ne sont pas aussi massifs et tranchés que pour l'évolution de la nature des financements publics.

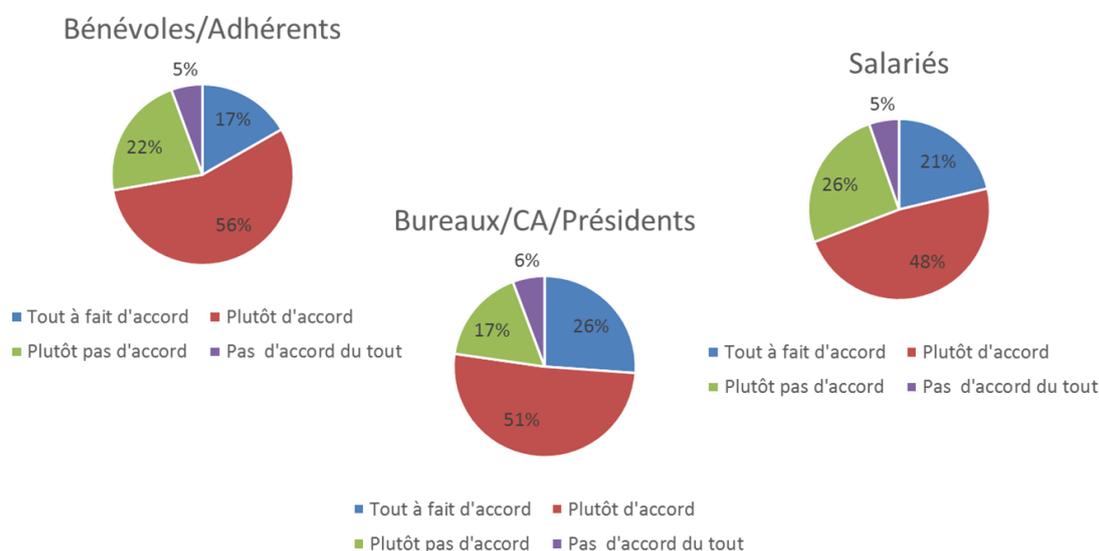
Une analyse par type d'acteurs montre que les salariés perçoivent le plus fortement cette difficulté, là où les dirigeants bénévoles sont partagés. Les bénévoles et les adhérents ne soulignent pas cette difficulté.



Au second rang des principales difficultés est citée la **peine qu'ont les associations à s'adapter aux attentes des jeunes générations et au renouvellement des formes d'engagement**. Relevée par l'ensemble des acteurs, cette difficulté est cependant plus fortement soulignée par les dirigeants bénévoles, ainsi que les bénévoles et les adhérents, que par les salariés.

Cette difficulté ne conduit cependant pas à percevoir les autres espaces d'engagement comme une menace pour les associations. Seuls 45 % de répondants sont tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle les associations sont concurrencées par l'entrepreneuriat social et 47 % par les collectifs informels.

Perception de la difficulté pour les associations de s'adapter aux nouvelles attentes en matière d'engagement selon les types d'acteurs



Toujours au niveau interne, les répondants placent la **difficulté des associations à coopérer entre elles** au quatrième rang des principales difficultés. La coopération entre associations est perçue comme étant plus difficile que la coopération avec d'autres acteurs. 66 % sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec l'affirmation selon laquelle les associations sont réticentes à coopérer entre elles, contre 54 % qui affirment que les associations sont réticentes à coopérer avec d'autres acteurs.

Cette difficulté à coopérer renforce l'identification de ce thème comme un défi à relever pour les associations.

Mobiliser les énergies citoyennes pour susciter l'innovation : les principaux atouts des associations en réponse aux défis du territoire

Quels sont les atouts des associations pour lever ces contraintes et difficultés, mais aussi, et surtout, répondre aux enjeux du territoire ?

Classement des principaux atouts des associations



Au premier rang des atouts du monde associatif figure le fait que les associations sont un **espace privilégié pour développer la participation des citoyens**, affirmation qui attire l'assentiment de 94 % des répondants (60 % tout à fait d'accord). Cette perception d'une revitalisation de la démocratie par les associations signale une réponse possible à la crise de défiance envers les institutions et les mécanismes de représentation.

Les **nouvelles formes de l'engagement** sont perçues par 80 % des répondants comme une **opportunité** pour les associations. La difficulté, évoquée dans la section précédente, qu'ont les associations à s'y adapter souligne donc un sujet d'ordre stratégique pour les acteurs associatifs.

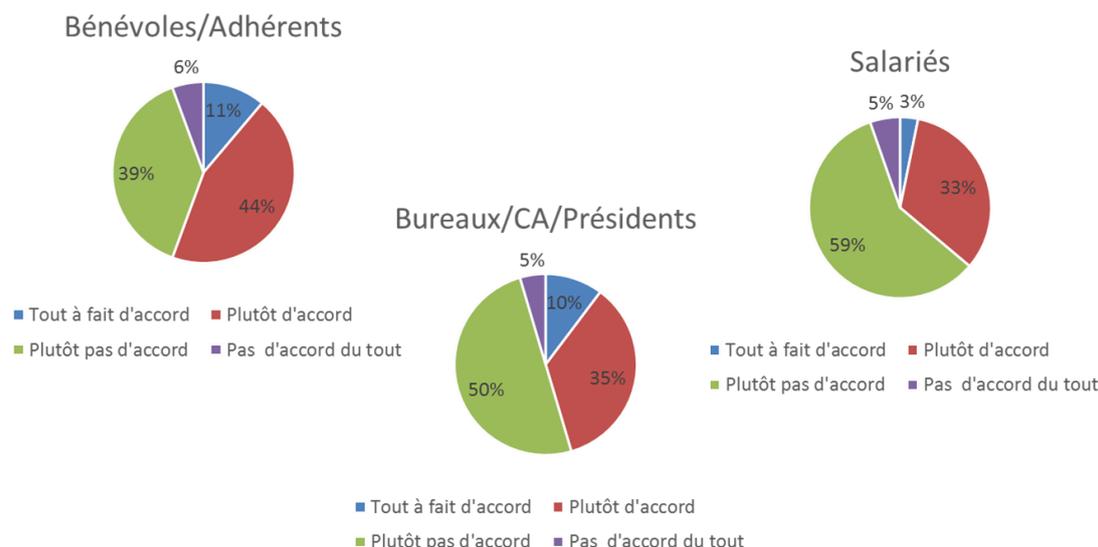
88 % des répondants sont tout à fait ou plutôt d'accord pour dire que par leur proximité avec les habitants, les associations savent apporter des **réponses adaptées** aux besoins des individus pour **contrer et prémunir des mécanismes de précarisation**.

La mise en rapport de ce résultat avec les enjeux prioritaires fait émerger les associations comme un acteur privilégié pour répondre aux inégalités.

Au niveau de leur modèle économique, les répondants sont convaincus que les associations et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire sont **porteurs de modèles économiques alternatifs viables**. Ils sont 84 % à être tout à fait ou plutôt d'accord avec cette affirmation, qui figure au troisième rang des principaux atouts du monde associatif.

Cette affirmation du rôle d'acteur économique des associations continue cependant de buter sur l'évolution de la nature des financements publics. Les répondants ne sont que 43 % à être tout à fait ou plutôt d'accord avec la capacité des associations à trouver de nouveaux modèles pour y répondre. Là encore, nous sommes face à un véritable enjeu stratégique pour répondre aux nouvelles contraintes.

Sur ce thème, des disparités sont cependant à signaler selon les catégories d'acteurs. Davantage marqués par l'augmentation des logiques de mise en concurrence, les salariés sont les moins confiants quant à la capacité d'adaptation des associations. Ils ne sont que 36 % à être tout à fait ou plutôt d'accord avec l'affirmation d'une capacité des associations à trouver de nouveaux modèles en réponse la nouvelle donne en matière de financements publics ; contre 45 % pour les dirigeants bénévoles et 55 % pour les bénévoles et les adhérents.



Sur le plan de la **réponse aux enjeux d'écologie et de développement durable**, autre enjeu majeur identifié, la capacité des associations à en tenir compte **ne fait pas l'objet d'un consensus**. Près d'un tiers (31%) des répondants ne sont plutôt pas ou pas d'accord du tout avec le fait que les associations sont conscientes de la nécessité d'adapter leur fonctionnement aux exigences du développement durable.

Les avis sur la **capacité** des associations à **s'appuyer sur le numérique** pour leur développement sont **très partagés**. Seuls 51% sont plutôt ou tout à fait d'accord avec cette affirmation. Compte tenu des mutations profondes introduites par la généralisation des usages numériques, que ce soit au niveau de l'engagement, des modalités de l'action collective ou des modèles économiques, il semble essentiel de renforcer la montée en compétence des associations sur ce sujet.

Conclusion

L'analyse des résultats démontre la lucidité des répondants quant aux grands enjeux que soulèvent les évolutions à l'œuvre. Elle permet de mettre en avant les atouts des associations pour y répondre, ainsi qu'une série de défis d'ordre stratégique.

L'**atout principal** par lequel se signalent les associations est leur **capacité à initier de l'action collective en mobilisant de la participation citoyenne**. Les associations peuvent par conséquent être considérées comme une **ressource centrale pour répondre à la crise de la démocratie**. Des priorités stratégiques en découlent également, au niveau de la gouvernance, concernant l'adaptation des associations aux nouvelles formes d'engagement ou l'usage de l'outil numérique pour développer et amplifier la participation.

L'autre atout principal des associations est leur **capacité à innover**, par leur faculté à détecter les problèmes sociaux émergents, au plus près des populations, et à y apporter des solutions adaptées. Les associations sont ainsi au cœur des **réponses** à apporter pour **réduire les inégalités** observées entre territoires et dans les territoires.

Elles sont dans leurs actions **porteuses d'un modèle économique alternatif et viable**, qui permet de penser autrement les rapports à la production, à la richesse, à l'avoir et au travail.

Ce rôle **d'acteur économique**, s'il est affirmé et au service de l'innovation reste une **priorité stratégique**, tant le modèle économique de certaines associations est bousculé par l'évolution des financements publics.

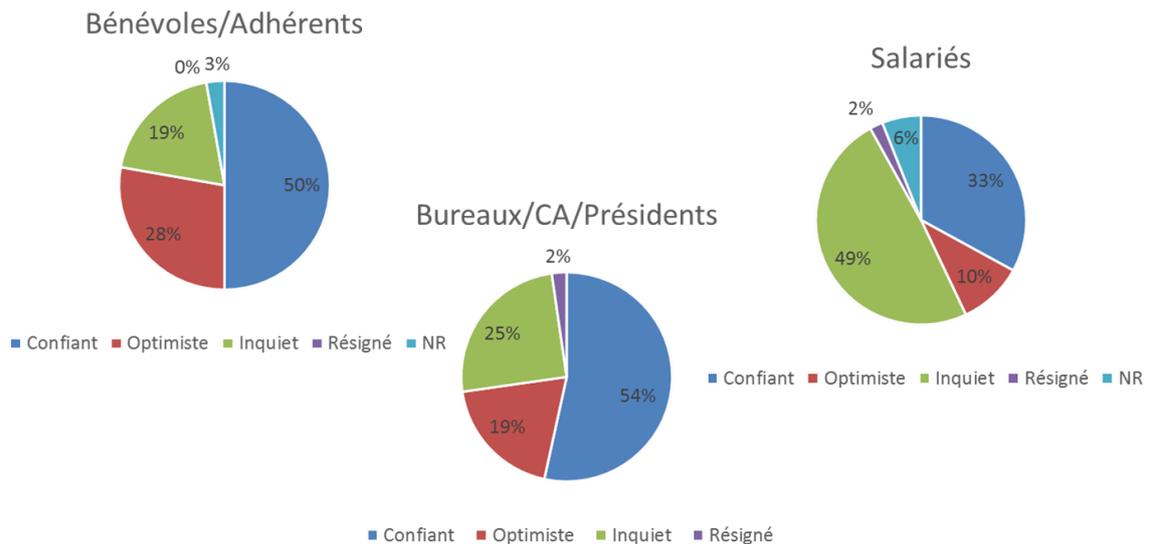
De même, l'adaptation aux nouvelles formes de l'engagement, l'entrée dans le numérique et la transition écologique constituent des défis majeurs pour les associations.

Pour les relever, le développement des coopérations entre les associations et avec les autres acteurs nous apparaît un levier essentiel et encore insuffisamment pris en considération.

Positions face à l'avenir des associations

A la question de savoir comment ils se positionnaient face à l'avenir des associations, 46,2 % des répondants se sont affirmés confiants, 34,5 % inquiets, 17,7 % optimistes et 1,6 % résignés.

Sur cette question de fortes disparités se sont manifestées entre les différentes catégories d'acteurs associatifs. Les salariés sont ainsi plus inquiets que les autres catégories : près d'un sur deux, contre un sur quatre pour les dirigeants bénévoles et un sur cinq pour les bénévoles et adhérents.



Les dirigeants bénévoles, les bénévoles et les adhérents se montrent eux plutôt confiants dans l'ensemble, à hauteur d'un sur deux. La portion d'optimistes est la plus élevée parmi les bénévoles et adhérents, à hauteur de plus d'un sur quatre.

Cette forte disparité entre les salariés et les autres catégories d'acteurs interroge quant à ses possibles causes. L'analyse des autres réponses pourrait laisser entendre qu'elle se situe dans une perception plus accrue des logiques de mise en concurrence entre associations et de difficultés à répondre à la nouvelle donne en matière de financements.

17 novembre 2015

La Fonda
53 boulevard de Charonne

75011 Paris
01 45 49 06 58
fonda@fonda.asso.fr
www.fonda.asso.fr